Rapport de gestion pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2012

Ressources Sirios Inc.

TSX V : SOI

www.sirios.com

RESSOURCES SIRIOS INC.
RAPPORT DE GESTION
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS
TERMINÉE LE 31 MARS 2012

Table des matières

MISSION ET PROFIL DE LA SOCIÉTÉ 3

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DU TRIMESTRE 3

RÉSULTAT D'EXPLOITATION 4

DESCRIPTION DES TRAVAUX 4

PLANIFICATION – SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'EXPLORATION 6

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES 7

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS 8

SITUATION DE LA TRÉSORERIE 8

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES 11

PRINCIPES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE 11

CONVENTIONS COMPTABLES 12

RISQUES ET INCERTITUDES 16

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE 18

RESSOURCES SIRIOS INC.
RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS
TERMINÉE LE 31 MARS 2012

Ce rapport de gestion est daté du 30 mai 2012 et présente une analyse de nos résultats et de notre situation financière pour le trimestre se terminant le 31 mars 2012. Cette discussion et analyse des résultats financiers intermédiaires devrait être lue en parallèle avec les états financiers intermédiaires non vérifiés pour la période de neuf mois se terminant le 31 mars 2012 et les états financiers annuels vérifiés pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. Les états financiers intérimaires du 31 mars 2012 n'ont pas été révisés par les auditeurs externes.

Notre rapport de gestion contient des énoncés d'ordre prospectif, non appuyés par des faits historiques. Les énoncés prospectifs expriment, à la date de notre rapport de gestion, nos estimations, prévisions, attentes et opinions par rapport à nos activités et à l'égard d'évènements futurs. Les énoncés prospectifs exprimés dans notre rapport sont raisonnables, mais ils comprennent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avèreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante nos résultats, nos activités et les évènements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix des substances minérales, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

De plus, ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») et conformément aux méthodes comptables que la Société se propose d'adopter pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 30 juin 2012. Ces méthodes comptables sont fondées sur les normes IFRS qui, selon la Société, seront alors en vigueur.

MISSION ET PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Ressources Sirios Inc. (« Sirios » ou la « Société ») a pour mission la découverte de gisements de classe mondiale d'or et de métaux de base à la Baie James dans l'est du Canada. Les efforts de Sirios ont conduit à la découverte de nombreux indices d'or, d'argent, de zinc, de cuivre, de molybdène au Québec. En 2001, Sirios a reçu le pris du « Prospecteur de l'année » par l'Association des Prospecteurs du Québec.

En 2011, Sirios a commencé les procédures menant au lancement de sa filiale Exploration Khalkos inc. (« Khalkos») en lui transférant tous ses droits sur les projets de métaux de base et autres tels que le molybdène (Tilly), le zinc-cuivre (Murdoch) et le lithium (Pontax Lithium). Au 31 décembre 2011, faisant suite au premier appel public à l'épargne de Khalkos, Sirios détenait 11 480 269 actions de celle-ci soit 69,3% du capital-actions. Au 31 mars 2012, suite à une distribution des actions de Khalkos aux actionnaires de Sirios, Sirios détient 5 393 931 actions de Khalkos, soit 29,88% du capital-actions. De ce fait, les états financiers de Sirios au 31 mars 2012 ne sont plus consolidés.

Les actions ordinaires de Sirios, compagnie du Tiers 1, se transigent à la Bourse de croissance TSX sous le symbole SOI. Au 31 mars 2012, il y a 121 726 758 actions ordinaires de Sirios émises et en circulation.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DU TRIMESTRE

- Distribution de 6 086 338 actions ordinaires de Khalkos, initialement détenues par Sirios, aux actionnaires de Sirios. Chaque actionnaire a reçu une action ordinaire de Khalkos pour chaque tranche de 20 actions ordinaire de Sirios détenues.

- Dépenses en exploration et évaluation de 57 754 $ effectuées principalement sur les propriétés Sharks & Cheechoo et Aquilon au cours du trimestre. Dépenses au T3-2010-2011 : 96 883 $.

- Acquisition de claims pour 7 454 $.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Analyse des travaux d'exploration

Le tableau suivant comprend les principales dépenses d'exploration et d'évaluation faites sur les propriétés de la Société :

Propriété	Géologie et prospection $	Géochimie analyses $	Géophysique, coupe de lignes $	Transport, hélicoptère, campement $	Forage $	Frais généraux, d'exploration mise en plan $	Total $
Aquilon	-	-	-	-	6 665	-	**6 665**
Sharks & Cheechoo	29 249	660	-	-	-	3 040	**32 949**
Pontax	647	-	-	-	2 305	-	**2 952**
Baleine	535	-	-	-	-	-	**535**
Nasa	707	-	-	-	-	-	**707**
AAA	-	-	5 000	-	-	-	**5 000**
Autres	6 946	-	-	857	-	1 143	**8 946**
Total	38 084	660	5 000	857	8 970	4 183	**57 754**

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par Dominique Doucet, ingénieur et président de Sirios. M. Doucet est une personne qualifiée tel que défini par la Norme canadienne 43-101. Seules les propriétés ayant fait l'objet de travaux significatifs pendant le trimestre sont ici brièvement décrites, le lecteur peut se référer aux autres rapports trimestriels et au rapport de gestion annuel du 30 juin 2011 pour obtenir des informations additionnelles sur les propriétés de la Société.

DESCRIPTION DES TRAVAUX

AQUILON

En octobre 2010, Sirios et son partenaire Ressources Golden Tag Ltd. ont conclu une entente dans laquelle Sirios a accepté, pour ré-augmenter sa participation de 40% à 50%, d'engager, avant le 15 juin 2012, 610 000 $ en travaux d'exploration sur la propriété. Par la suite, Golden Tag restera gérant du projet de co-participation 50-50 et gardera un vote prépondérant dans toutes les décisions de gestion. Sirios a donc payé les travaux sur Aquilon depuis la signature de cette entente.

Sirios et Golden Tag envisagent un programme de tranchées et d'échantillonnage en vrac sur l'indice Lingo mais aussi possiblement sur les indices Moman et Fleur de Lys. Le programme est conçu afin d'évaluer le potentiel de ou des indices qui contiennent des amas à très hautes teneurs en or. Le processus de demande de permis a été démarré en août 2011 auprès des différentes autorités concernées. Comme l'autorisation finale n'a pas été reçue à temps pour effectuer les

travaux prévus en mars dernier, le programme d'échantillonnage en vrac a été reporté à l'hiver 2012-2013. De plus, Sirios a obtenu de Golden Tag une extension de un an, soit jusqu'au 15 juin 2013, pour compléter son acquisition de participation additionnelle de 10%.

Les travaux financés par Sirios sur Aquilon totalisent un montant de 6 665 $ pour la période. En date de production de ce rapport, il restait un solde d'environ 65 000 $ à engager en travaux pour que Sirios ait complété son option et détienne 50% du projet.

Projet CHEECHOO

Ce projet englobe les propriétés aurifères Cheechoo et Sharks détenues par Sirios (40%) et Golden Valley Mines Ltd. (60%). Les claims sont principalement situés directement et adjacents à l'est de la propriété aurifère Éléonore de Mines Opinaca Ltée. (filiale de Goldcorp inc.) et à 13 km à l'est de l'aire du gisement lui-même, à 320 km au nord de Matagami à la baie James au Québec. Ces propriétés comprennent maintenant 242 claims dans les feuillets SNRC 33B12 (218 claims) et 33C09 (24 claims), cependant Sirios a indiqué à son partenaire, en décembre 2010, de son intérêt de poursuivre l'exploration que sur un bloc de 121 claims couvrant environ 6 100 hectares.

Un petit programme de prospection a été initié au trimestre précédent sur des secteurs situés au nord et au sud-est du secteur travaillé en 2010, toutefois aucun résultat significatif n'a été obtenu. Cinquante et un échantillons de roche ont été prélevés lors de ce programme.

Conformément à l'entente de mars 2009, Golden Valley avait jusqu'au 31 mars 2012 pour signifier à Sirios de son intention d'augmenter sa participation de 20%. Golden Valley ne s'est pas prévalu de cette option et le projet Cheechoo demeure donc une co-participation à 40% pour Sirios et 60% pour Golden Valley.

Pendant le trimestre, il n'y a pas eu de travaux sur la propriété mais des factures relatives aux travaux du trimestre précédent ont été reçues et comptabilisées pour un montant de 32 949 $ représentant 40%, soit la quote-part de Sirios dans la propriété.

AAA et NASA

Les projets AAA et NASA sont des projets conceptuels de recherche sur des territoires vierges, peu ou pas encore explorés, de la Baie James au Québec. Ils agissent comme incubateurs de nouveaux projets à venir et mèneront à l'acquisition éventuelle de titres miniers par Sirios. Pendant la période, des travaux de télédétection se sont poursuivis par une firme spécialisée sur un territoire de 10 000 km² sur le projet AAA. Les travaux totalisent 5 000 $ pour ce projet pour la période.

PONTAX

Tel qu'indiqué dans le rapport de gestion du 31 décembre 2011, une réévaluation de ce projet est présentement en cours. Pendant la période des frais de 2 952 $ ont été reportés pour Pontax.

PLANIFICATION – SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'EXPLORATION

PROPRIÉTÉ	TRAVAUX PLANIFIÉS 2011-2012	BUDGET	ÉTAPES SUIVANTES
AQUILON	Demande de permis pour échantillonnage en vrac *	50 000 $ * (quote-part de 50%)	Échantillonnage en vrac
PONTAX	Ré-évaluation du projet	À déterminer	À déterminer
CHEECHOO	Compilation des données de la prospection 2011, géophysique, forage	À déterminer selon résultats à venir, minimum de 300 000 $ estimé (quote-part de 40%)	À déterminer selon résultats à venir
AUTRES (AAA, NASA)	Télédétection, reconnaissance, échantillonnage de till, acquisition de claims, prospection	300 000 $	Géophysique aéroportée et au sol, prospection, forage
À déterminer *	À déterminer *	250 000 $ à 600 000*	
TOTAL 2011-2012		900 000 $ à 1 250 000 $	

* **N.B.** Les travaux d'échantillonnage en vrac sur Aquilon initialement prévus en 2012 ont été reportés en 2012-2013, en conséquence, le budget initialement prévu sur Aquilon sera reporté sur un autre projet. À la date de parution de ce rapport, le projet sur lequel ce budget sera affecté n'était pas encore déterminé.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Une perte nette de 515 897 $ est enregistrée pour le T3-2011-2012 en comparaison avec une perte nette de 136 576 $ au T3-2010-2011. L'écart est principalement attribuable à la variation dans la juste valeur d'actions cotées et à la perte sur la disposition d'une partie de celles-ci, durant la période. De plus, puisque Sirios détient environ 30% des actions d'une société associée, une quote-part de la perte de cette société est ajoutée à la perte nette de Sirios, et de l'impôt différé est venu augmenter la perte durant la période, tandis qu'aucun impôt différé avait été enregistré au T3-2010-2011.

Analyse des frais généraux et d'administration

Les frais généraux et d'administration pour la période totalisent 319 335 $ en comparaison avec 338 097 $ au T3 de l'année dernière.

	2011-2012	2010-2011
Frais généraux et d'administration	**Période de neuf mois se terminant le 31 mars 2012 $**	**Période de neuf mois se terminant le 31 mars 2011 $**
Salaires et charge au titre des avantages du personnel	**133 802**	128 314
Honoraire professionnels	**83 039**	73 472
Inscription, registrariat et relations avec les actionnaires	**32 108**	25 648
Intérêts et frais bancaires	**26 770**	28 436
Publicité, voyages et relations publiques	**16 417**	43 180
Charges locatives	**14 314**	13 580
Assurances, taxes et permis	**6 353**	6 572
Frais de bureau	**5 628**	6 291
Amortissement des immobilisations corporelles	**904**	5 404
Impôts de la partie XII.6	**-**	7 200
Total	**319 335**	**338 097**

En comparant les frais généraux et d'administration pour les périodes de neuf mois des années 2011-2012 et 2010-2011, on note de petites variations, notamment une augmentation de 6 460 $ au poste *Inscription, registrariat et relations avec les actionnaires* et une augmentation de 5 488 $ au poste *Salaires et charge au titre des avantages du personnel* puisque des augmentations de salaires ont été attribuées à certains employés de la Société, durant la période. La variation la plus importante apparaît au poste *Publicité, voyages et relations publiques*, où l'on note une baisse de 26 763 $. Afin de réduire ses frais généraux la société a décidé diminuer sa participation dans certaines foires commerciales ("Gold Show").

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2011-2012			2010-2011				2009-2010
	T3 $	**T2 $**	**T1 $**	**T4 $**	**T3 $**	**T2 $**	**T1 $**	**T4 $**
Revenus	(283 057)	(87 908)	(12 305)	39 741	(21 807)	(47 089)	(15 001)	(336 397)
Perte nette (profit net)	515 897	282 332	170 051	383 900	136 576	169 414	116 004	586 411
Perte nette (profit net) par action	0,004	0,002	0,001	0,005	0,001	0,002	0,001	0,006

Les revenus sont constitués principalement de la plus-value (moins-value) non réalisée des actions cotées et des intérêts gagnés sur les liquidités de la Société.

Dans les huit derniers trimestres, la perte nette trimestrielle varie entre une perte de 116 004 $ et une perte de 586 411 $. La perte du T4 2009-2010 de 586 411 $ s'explique par la vente de la propriété Escale et la baisse de la valeur au marché des actions cotées.

Pour le T1 2010-2011, T3-2010-2011, T2-2011-2012 et le T3-2011-2012 les pertes non réalisées des actions cotées ainsi que les moins-value sur celles-ci, de 16 131 $, 46 363 $, 92 822 $ et 563 265 $ viennent diminuer les revenus jusqu'à un montant négatif de 15 001 $, 21 807 $, 87 908 $ et 283 057 $ respectivement.

Pour le T2-2010-2011, la perte trimestrielle peut être expliquée, en partie, par la radiation des propriétés Phoénix et MTK, celle-ci totalisant 122 380 $ en frais d'exploration reportés et 30 624 $ en coût de propriétés minières. La hausse de la perte nette du T4-2010-2011 à 383 900 $ s'explique par la radiation de la radiation de la propriété Cognac et par des hausses aux trois postes suivants soit : *Salaires et charge au titre des avantages du personnel*, *Honoraires professionnels* et *Publicité, voyages et relations publiques*. Ces hausses sont reliées aux efforts de représentation effectués à Toronto, Calgary et Vancouver et aux financements qu'ils ont permis de réaliser pendant ce même trimestre. La radiation de la propriété Cognac comprend, tant qu'à elle, 13 566 $ en coût de propriétés minières et 83 835 $ en frais d'exploration reportés.

SITUATION DE LA TRÉSORERIE

Le fonds de roulement, incluant les fonds à dépenser en frais d'exploration reportés, est passé de 1 786 753 $ au 30 juin 2011 à un montant de 1 521 775 $ au 31 mars 2012. Pendant la période les fonds ont été utilisés pour des activités d'exploration et d'administration. Le découvert bancaire est déterminé par la différence entre les fonds réservés à l'exploration et les fonds en banque.

Les dirigeants de Sirios considèrent acceptable l'état de ses liquidités et continuent de contrôler de façon stricte les frais généraux et d'administration. La Société est considérée comme une société d'exploration et elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. **De plus, le climat actuel d'incertitude exige des efforts plus grands qu'auparavant pour obtenir des fonds auprès d'investisseurs.**

Au 31 mars 2012 :

- 121 726 758 actions ordinaires étaient émises.
- 3 681 000 options étaient attribuées et 3 186 000 peuvent être levées à des prix variant de 0,10 à 0,425 de 2012 à 2016. Chaque option permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.
- 12 477 215 bons de souscription étaient émis. Chaque bon de souscription permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.
- 1 228 800 bons de souscription aux courtiers étaient émis. Chaque bon de souscription permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.

Variation du capital-actions émis au 30 mai 2012 :

Description	Nombre d'actions	Montant $
Au 30 juin 2011	118 726 758	20 190 024
Remboursement de la débenture	3 000 000	150 000
Distribution	-	(1 338 994)
Au 31 mars 2012 et au 30 mai 2012	**121 726 758**	**19 001 030**

Le 14 novembre 2011, la Société a remboursé, par émission d'actions, la débenture convertible de 150 000 $ effectuée en novembre 2008. En accord avec les termes initiaux de la débenture, un total de 3 000 000 actions, à un prix de 0,05 $ a été émis, en plus d'un paiement, en argent, de 9 074 $ représentant l'intérêt couru.

Le 16 janvier 2012, la Société a distribué 6 086 338 actions ordinaires d'Exploration Khalkos qu'elle détenait, à ses actionnaires inscrits au 25 janvier 2012. Chaque actionnaire de la Société a reçu une action ordinaire de Khalkos pour chaque tranche de 20 actions ordinaires de la Société détenues.

Options

Variation du nombre d'options en circulation au 30 mai 2012 :

Date	Nombre d'options	Prix moyen de levée ($)
Au 30 juin 2011	4 471 000	0,17
Expirées	(790 000)	
Au 31 mars 2012 Expirées	**3 681 000** (25 000)	**0,12**
Au 30 mai 2012	**3 656 000**	**0,12**

Options attribuées aux administrateurs et dirigeants et pouvant être levées au 30 mai 2012 :

Date d'expiration	Nombre d'options	Pouvant être levées	Prix de levée ($)
14 février 2013	761 000	761 000	0,18
3 février 2014	870 000	870 000	0,10
22 avril 2015	925 000	925 000	0,10
11 mai 2016	1 100 000	605 000	0,10
	3 656 00	**3 161 000**	**0,12**

Bons de souscription

Date	Nombre de bon de souscription	Prix moyen de levée ($)
Au 30 juin 2011	14 657 215	0,14
Expirés	(2 180 000)	-
Au 31 mars 2012 et 30 mai 2012	**12 477 215**	**0,14**

Pendant le trimestre, il n'y a eu aucun exercice de bons de souscription.

Options aux courtiers

Date	Nombre de bon de souscription	Prix moyen de levée ($)
Au 30 juin 2011	1 228 800	0,09
Au 31 mars 2012 et 30 mai 2012	**1 228 800**	**0,09**

Au cours de l'année précédente, 1 228 800 options aux courtiers ont été émis à titre de rémunération, suite à un financement, à un prix d'exercice de 0,09 $. La juste valeur de ces options aux courtiers a été comptabilisée dans les frais d'émission d'actions pour un total de 24 576 $ et a été estimée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants (le président et le chef des finances) est la suivante :

	Période de neuf mois terminée le	
	31 mars 2012	31 mars 2011
Salaires	80 565	122 780
Charges sociales	5 612	4 300
Paiements fondés sur des actions	15 575	12 956
	101 752	**140 036**

La diminution significative observée au niveau des salaires des deux dirigeants est expliquée principalement par une nouvelle répartition de l'emploi du temps des dirigeants entre la Société et la société associée, Khalkos.

PRINCIPES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (PDAC), dont Sirios est membre, a établit E3 Plus, un cadre d'exploration responsable. E3 Plus a pour but d'aider les sociétés d'exploration à améliorer leur rendement dans les domaines de la responsabilité sociale, de la gérance de l'environnement et de la santé-sécurité et à intégrer ces trois aspects dans tous leurs programmes d'exploration. Ressources Sirios a adopté les huit principes E3 Plus et demande également à ses consultants et fournisseurs de les respecter. Voici les principes qui s'appliquent principalement à la compagnie :

- Pratiques commerciales éthiques : Sirios continue d'appliquer des procédures de gestion qui favorisent l'honnêteté, l'intégrité, la transparence et l'obligation de rendre compte.

- Protéger l'environnement : Sirios effectue ses activités d'exploration de manière à avoir un impact minimal sur l'environnement et applique, dans toutes ses opérations, les principes du développement durable.

- Intégrer les communautés d'accueil et des autres parties affectées et intéressées : Lors de ses travaux d'exploration, Sirios s'assure d'interagir avec les communautés autochtones dont les trappeurs, organisations, groupes et individus, en faisant preuve de respect, d'inclusion et de participation significative.

De plus, le 7 février 2012, le conseil d'administration de la Société a voté une résolution prenant les engagements suivants à titre de gouvernance respectant les principes de développement durable :

1. En termes de gouvernance et de gestion responsable la Société doit s'assurer :

- Que les employés, à tous les niveaux, comprennent leurs responsabilités environnementales et sociales et qu'ils travaillent à l'amélioration de leur environnement de travail;

- De planifier, évaluer et gérer tous les projets avec rigueur dans le but de minimiser les effets négatifs sur l'environnement et les communautés locales.

2. La gestion responsable d'un projet sur des terres utilisées par d'autres intervenants passe par le dialogue. La Société doit s'assurer :

- De développer une communication proactive, ouverte et transparente avec les autorités locales (incluant communautés autochtones), municipales et les organismes gouvernementaux;

- De développer une communication proactive avec les autres parties prenantes du territoire.

3. En termes de santé et sécurité, la Société doit assurer :

- D'appliquer avec diligence les réglementations en matières de santé-sécurité dans toutes ses activités d'exploration ;

4. En termes d'environnement, la Société doit s'assurer :

- D'appliquer avec diligence les réglementations en matières d'environnement dans toutes ses activités d'exploration ;

5. En termes socio-économiques, la Société doit s'assurer :

- Dans la mesure du possible, de générer des retombées locales et de contribuer au développement local par l'établissement de partenariats constructifs avec les communautés autochtones et non-autochtones, dans le respect des intérêts propres à chacune.

CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations incluent la valeur de recouvrement des propriétés minières et des dépenses d’exploration reportées, les impôts futurs et la rémunération à base d’actions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Arrangements hors bilan

Il n’y a aucun arrangement hors bilan au 31 mars 2012.

Normes internationales d'information financière («IFRS»)
En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé le 1er juillet 2011 comme date de changement pour l'information financière des sociétés ouvertes canadiennes, qui devra alors correspondre aux IFRS.

Les états financiers intermédiaires du 31 mars 2012 de la Société ont été préparés conformément aux IFRS. Ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à IFRS 1 *Première adoption des Normes internationales d'information financière*.

Les états financiers de la Société étaient auparavant préparés conformément aux PCGR (Principes Comptables Généralement Reconnus) du Canada. Les PCGR du Canada diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des états financiers intermédiaires du 31 mars 2012 conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation et d'évaluation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. Les informations comparatives de l'exercice 2011 ont été retraitées pour rendre compte de ces modifications. Les informations à fournir par voie de note jugées importantes à la compréhension des états financiers intermédiaires modifiés de la Société qui figureraient normalement dans les états financiers annuels préparés conformément aux IFRS sont fournies à la note 22 des états financiers intermédiaires 31 mars 2012. Cette note présente aussi le rapprochement des capitaux propres, des résultats et du résultat étendu selon les PCGR du Canada et selon les IFRS, de même que la description de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les états financiers intermédiaires du 31 mars 2012 ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur.

Au moment de la transition, l'IFRS 1 dicte certaines exceptions obligatoires et certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective complète. Les exceptions et exemptions suivantes ont été adoptées par la Société.

Exemptions obligatoires
Les estimations établies selon les IFRS par la Société à la date de transition aux IFRS sont cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, le cas échéant.

Les actifs et les passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 1er juillet 2010 selon le référentiel comptable antérieur n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS. La Société a appliqué par anticipation la modification de l'IFRS à ce sujet au niveau de la date d'application de l'exception soit le 1er juillet 2010.

Exceptions facultatives
La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2, Paiements fondé sur des actions, aux options octroyées avant le 4 février 2009 et aux options octroyées après le 4 février 2009 dont les droits sont devenus acquis avant la date de transition.

Transition aux IFRS
Les modifications constatées pour le passage aux IFRS sont principalement les suivantes :

1. Actions émises dans le cadre d'un placement accréditif
Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la totalité des produits reçus à l'émission de ces actions accréditives a été créditée au capital-actions.

Selon les IFRS, l'émission d'actions accréditives est comptabilisée comme un instrument financier composé. La composante Passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions dans le cadre de placements privés accréditifs sont répartis entre les actions accréditives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse des actions actuelles au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué au passif.

Selon les IFRS, lorsque la Société a renoncé aux déductions fiscales et a engagé les dépenses admissibles (ou a engagé les dépenses admissibles et a l'intention de renoncer aux déductions fiscales), la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat en diminution de l'impôt différé et un passif d'impôt futur est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscale de celles-ci, la contrepartie étant comptabilisée en impôt différé en résultat.

Il n'y a aucune exemption en vertu de l'IFRS 1 pour les premiers adoptants à l'égard des actions accréditives et le traitement IFRS est donc applicable rétrospectivement.

L'impact sur la transition de la Société aux IFRS est le suivant :

Situation financière

	Au 31 mars 2011 (9 mois) $	Au 1er juillet 2010 $	Au 30 juin 2011 (12 mois) $
Capital-actions			
Augmentation (diminution)	(53 495)	(435 188)	(372 780)
Cumulatif	(488 683)	(435 188)	(807 968)
Déficit			
Augmentation (diminution)	(16 981)	(494 119)	(16 981)
Cumulatif	(511 100)	(494 119)	(511 100)
Autres passifs			
Augmentation (diminution)	39 380	16 982	179 175
Cumulatif	39 381	16 982	196 157
Surplus d'apport			
Augmentation (diminution)	14 115	-	176 624
Cumulatif	(61 798)	(75 913)	100 711

Résultat global

	Période se terminant le 31 mars 2011	
	(3 mois) $	(9 mois) $
Impôts différés		
Augmentation (diminution)	-	(16 981)
Cumulatif	(16 981)	(16 981)

2. Différences de présentation

État de la situation financière
Les postes *Propriétés minières* et *Dépenses d'exploration reportées* ont été regroupés pour fins de présentation sous le libellé *Actifs d'exploration et d'évaluation*.

Le poste *Crédits d'impôts et de droits remboursables à recevoir* est présenté séparément.

La *Trésorerie détenue à des fins d'exploration* était libellée à long terme (non-courant) avec le référentiel comptable antérieur, maintenant ce poste est libellé comme étant courant.

Les *Autres actifs financiers courants* comprennent l'ancien poste *Actions détenues à des fins de transaction*. Ce poste est maintenant dans la section courant.

État du résultat global
Le poste *Salaires et charge au titre des avantages du personnel*, au fins des IFRS, a été ajusté de la façon suivante :

	31 mars 2011	
	3 mois	9 mois
	$	$
Solde selon les normes avant le basculement	46 664	97 682
Regroupement		
Rémunération à base d'action	8 063	30 632
Ajustement des paiements fondés sur des actions	(322)	9 347
Solde selon les IFRS	**54 405**	**137 661**

Les postes *Inscription et registrariat* et *Information aux actionnaires* ont été regroupés pour fins de présentation sous le libellé *Frais de fiducie, d'enregistrement et relations avec les actionnaires*.

Les postes *Radiations de propriétés minières* et *Radiation de dépenses d'exploration reportés* ont été regroupés pour fins de présentation sous le libellé *Radiation d'actifs d'exploration et d'évaluation*.

3. Paiements fondés sur des actions

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la juste valeur d'un paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requis pour assurer l'acquisition. De plus, la renonciation à des paiements fondés sur des actions est comptabilisée lorsqu'elle survient.

Selon l'IFRS 2, chaque tranche de paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque attribution est comptabilisée selon ce qui précède. De plus, la Société doit faire une estimation du nombre de paiements fondés sur des actions dont la renonciation est attendue, estimation qui est révisée si des informations ultérieures indiquent que le nombre réel de paiements fondés sur des actions sera probablement différent du nombre estimatif.

Par conséquent, la Société a ajusté sa charge de paiements fondés sur des actions pour tenir compte des différences de méthodes comptables, ce qui a pour effet d'augmenter le surplus d'apport comme suit:

	Au 31 mars 2011 (9 mois) $	Au 1er juillet 2010 $	Au 30 juin 2011 (12 mois) $
Surplus d'apport			
Augmentation (diminution)	9 347	2 440	6 283
Cumulatif	11 786	2 440	8 723
Déficit			
Augmentation (diminution)	(11 786)	(2 440)	(8 723)
Cumulatif	(11 786)	(2 440)	(8 723)

4. Pertes de valeur à la date de transition

La Société a appliqué l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si des pertes de valeur avaient eu lieu à la date de transition aux IFRS. Aucune perte de valeur (ou reprise) n'a été relevée.

RISQUES ET INCERTITUDES

Risque lié aux conditions de l'industrie

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peut éviter. D'importantes dépenses en capital doivent être effectuées préalablement à l'obtention de

quelques revenus provenant des opérations. Plusieurs programmes d'exploration ne mènent pas à la découverte d'une minéralisation, ou la minéralisation découverte peut ne pas être en quantité suffisante pour une exploitation profitable. Des situations inhabituelles, des feux, des conflits de travail, inondations, explosions, glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la machinerie, de l'équipement ou de la main-d'œuvre sont quelques-uns des risques encourus dans la poursuite des programmes d'exploration et de l'exploitation minière. La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux précieux dépend aussi de plusieurs facteurs, dont les infrastructures, la règlementation gouvernementale, les prix, les taxes, les royautés. Aucune garantie ne peut être obtenue voulant que le minerai soit découvert en quantité, qualité, volume et teneur justifiant une exploitation commerciale sur les propriétés de la Société. Plusieurs facteurs externes influent et peuvent avoir des impacts significatifs sur les résultats de la Société et sur ses besoins en financement et capitaux.

Risques financiers

La Société est considérée comme une société d'exploration. Elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Risques relatifs aux titres de propriété

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujetti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Fiscalité

Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canda ou le Ministère du Revenu du Québec soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes d'exploration ou de dépenses canadiennes de développement

Dépendance d'un personnel clé

Le développement de la Société est et continuera d'être dépendant de son habilité à attirer et retenir un personnel de gestion et d'exploration minière compétent. La Société fait face à la concurrence d'autres sociétés minières.

Conflit d'intérêts

Certains administrateurs de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts de temps en temps. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point.

Risque environnemental
La Société est sujette à différents incidents environnementaux qui peuvent survenir lors des travaux d'exploration. La Société maintient un programme de gestion des risques environnementaux qui comprend des plans et des pratiques opérationnelles.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société sont la responsabilité des dirigeants de la Société et ont été approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux IFRS. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements.

Montréal. Le 30 mai 2012.

(signé) Dominique Doucet, Président **(signé) Frédéric Sahyouni, chef des finances**